

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

27^{ème} année - N°5178 - Lundi 10 Août 2026 - Prix : 200 Fc

SÛRETÉ NUCLÉAIRE :

Vers la création d'une autorité de réglementation



À l'issue de cinq jours de travaux régionaux à Moroni, le gouvernement engage la mise en place d'un dispositif national de détection et de contrôle des rayonnements ionisants. Moroni pose les bases d'une architecture nationale de détection. Six pays africains et des experts de l'AIEA ont participé à cet atelier régional consacré au renforcement de la sûreté nucléaire.

Les Comores franchissent une nouvelle étape dans le renforcement de leur dispositif de radioprotection. Le gouvernement a annoncé la signature prochaine d'un décret portant création de l'Autorité de Réglementation en Radioprotection et Sûreté Nucléaire, à l'issue de

l'Atelier régional sur la conception et la planification d'une architecture de détection en matière de sécurité nucléaire. Organisé pendant cinq jours à Moroni avec l'appui de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'atelier réunit des experts de l'organisation ainsi que des délégations du Bénin, du Togo, de la Centrafrique, du Burundi, du Congo et de la République démocratique du Congo. La rencontre vise notamment à renforcer la coopération régionale et à poser les bases d'un système national de détection des matières et rayonnements susceptibles de présenter un risque.

LIRE SUITE PAGE 3

24 Swafar 1447
Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Août 2026

Lever du soleil:

06h 24mn

Coucher du soleil:

18h 02mn

Fadjr : **05h 12mn**

Dhouhr : **12h 17mn**

Ansr : **15h 16mn**

Maghrib : **18h 05mn**

Incha : **19h 19mn**



BEPC 2026 :

31,6% de réussite à Ngazidja

L'Office national des examens et concours a rendu public ce samedi 8 août, les résultats du Brevet d'Études du Premier Cycle (BEPC). À Ngazidja, plus de 6 300 candidats étaient inscrits, le taux de réussite globale estimé à 31,6%, et les organisateurs ont relevé quelques incidents.

Malgré les défis rencontrés au cours de l'année scolaire, sur les 6 329 inscrits, près de 97% des candidats se sont présentés aux épreuves. Ici à Moroni, le plus grand centre d'examen, 1 792 élèves étaient présents, soit près d'un tiers de l'effectif. 608 ont été admis, avec un taux de réussite de 33,93% Fumbuni l'un des plus performants se distingue avec un taux d'admission exceptionnel de 82,26%. À l'opposé, Bangwa-Kuni affiche seulement 5,34% d'admis, un chiffre qui interroge



les autorités et l'opinion publique. D'autres centres présentent des résultats moyens : Mitsamiuli avec 42,74%, Ntsaweni avec 41,67%,

ou encore Wellah et Mitsoudje avec 47%.

Au-delà des admis directs, 1 660 candidats ont été autorisés soit

environ 27 %. Le taux des autorisés varie aussi selon les sous-centres : 53,13 % à Itsinkudi, 43,41 % à Simboussa, ou encore 35,09 % à

Mbeni. À Moroni, le centre de référence, 474 élèves ont été autorisés, soit 26,45%. Malgré un déroulement jugé globalement satisfaisant, quelques cas de fraude ont été relevés. À Mitsoudje, Uziwani et Vouvouni, des élèves ont été expulsés pour usage de téléphones portables en salle. L'inspecteur Ibrahim Mahamoud, rencontré en amont de cette délibération avait souligné que : « Nous avons dû intervenir rapidement pour éviter que des comportements négligents ne compromettent la crédibilité de l'examen. »

Cette année, l'on observé une organisation mieux maîtrisée par rapport aux années précédentes, une participation élevée et des résultats qui montrent les différences de niveau entre les écoles. Nous y reviendrons sur ce sujet après la diffusion des palmarès des écoles par les autorités compétentes.

Aticki Ahmed Ismael

BEPC 2026 À MWALI :

Plus d'un candidat sur deux admis

Avec 515 candidats admis dès le premier groupe sur 1 021 présents, soit un taux de réussite de 50,44%, les résultats du BEPC 2026 à Mwali affichent une progression jugée encourageante. Les responsables de l'éducation mettent notamment en avant les efforts consacrés à la formation continue des enseignants.

Les résultats du Brevet d'études du premier cycle (BEPC), session 2025-2026, ont été proclamés vendredi 7 août au lycée de Fomboni, un jour avant les autres îles. La proclamation s'est déroulée en présence des candidats, de leurs familles, des enseignants et des responsables de l'éducation. Les chiffres globaux témoignent d'une dynamique positive. Sur 1 045 candidats inscrits, 1 021 ont effectivement composé, soit un taux de participation de 97,71%. À l'is-

sue du premier groupe, 515 candidats ont été déclarés admis, représentant 50,44% des présents. Par ailleurs, 335 candidats, soit 32,81%, sont autorisés à poursuivre la session au deuxième groupe. Ces résultats placent ainsi plus d'un candidat sur deux parmi les présents dans le groupe des admis directs. En tenant compte des candidats autorisés à poursuivre la session, une part importante des candidats ayant composé conserve donc une possibilité supplémentaire d'obtenir le diplôme.

Dans le détail, les performances varient selon les sous-centres. Wanani arrive en tête avec 60,17% d'admis directs, devant Fomboni (51,40%) et Nioumachoi (40,84%). Fomboni concentre toutefois le plus grand nombre d'admis avec 366 candidats, contre 78 à Nioumachoi et 71 à Wanani. Pour le deuxième groupe, les écarts sont beaucoup

plus réduits. Nioumachoi affiche 34,03% de candidats autorisés, suivi de Fomboni avec 32,87% et de Wanani avec 30,51%. Parmi les performances individuelles, celle de Soultaine Saïd Mohamed, candidat de l'école privée Nouria School, s'est particulièrement distinguée avec une excellente mention.

Pour Abacar Bounou Salim, président du jury du BEPC, ces résultats traduisent une amélioration notable du niveau scolaire à Mwali. « Les résultats de cette année montrent une grande différence de réussite par rapport aux années précédentes », a-t-il déclaré, attribuant notamment cette évolution aux différentes formations professionnelles dont ont bénéficié les enseignants dans le cadre de plusieurs projets éducatifs. Selon lui, ces formations ont contribué au renforcement des compétences pédagogiques et à un meilleur accompa-

gnement des élèves. Il appelle néanmoins à poursuivre ces efforts afin de consolider les acquis.

Les candidats autorisés à poursuivre la session disposent désormais d'une nouvelle chance de décrocher leur diplôme. Les épreuves du deuxième groupe, notamment les oraux, devraient débiter la semaine prochaine. À Mwali, le BEPC 2026 apparaît ainsi comme un signal encourageant pour le sys-

tème éducatif, avec un taux d'admission directe supérieur à 50%. Pour les responsables de l'éducation, la formation continue des enseignants, l'amélioration des pratiques pédagogiques et l'accompagnement des élèves restent les principaux leviers pour inscrire cette progression dans la durée.

Riwad



La Gazette des Comores

BP 2216 Moroni – UNION DES COMORES

Tél. (269) 37-79-80 – 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois ☐

6 mois ☐

12 mois ☐

Montant : _____

Montant : _____

Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces ☐

Chèque ☐ n° _____

Virement bancaire ☐ réf. : _____

Moroni le,

Signature : _____

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Annuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

SÛRETÉ NUCLÉAIRE :

Vers la création prochaine d'une autorité de réglementation

À la cérémonie de clôture, vendredi dernier, le ministre de l'éducation nationale, souligne l'importance de cette démarche pour le pays. « Le plus grand risque, c'est l'absence de contrôle, l'absence de cadre, l'absence de vigilance », déclare-t-il. Le ministre rappelle que les rayonnements ionisants sont déjà utilisés dans plusieurs secteurs aux Comores, notamment dans les ports, les aéroports, les centres d'imagerie médicale et certaines activités industrielles. Il estime que l'absence d'un régulateur pleinement opérationnel expose le pays à des risques de santé

publique et appelle à une action rapide. Les travaux débouchent sur trois principaux acquis, selon le gouvernement. Le premier concerne la coopération entre les pays participants. « Six pays, une seule voix », affirme celui qui considère qu'une éventuelle alerte dans un port de la sous-région doit désormais être considérée comme une préoccupation commune.

Le deuxième acquis porte sur les bases techniques nécessaires à la conception d'une architecture nationale de détection. Le ministre indique que les Comores disposent

désormais d'une feuille de route et bénéficient de l'appui de l'AIEA pour l'équipement du laboratoire de dosimétrie et la formation des techniciens. Le troisième axe concerne l'intégration de la sûreté nucléaire dans la stratégie de développement du pays. « La sécurité nucléaire ne s'oppose pas au développement. Elle le protège », affirme le ministre. Le gouvernement relie ainsi la radioprotection à plusieurs projets nationaux. Il cite notamment la future unité de radiothérapie destinée à la prise en charge du cancer, le programme NUTEC consacré à la lutte contre la

pollution plastique ainsi que les applications des techniques nucléaires dans l'agriculture et la gestion de l'eau.

Ces initiatives, précise le ministre, doivent être développées dans des conditions garantissant la sûreté des populations et des travailleurs. Elles s'inscrivent, selon lui, dans les orientations du Programme Comores émergents à l'horizon 2030. Parmi les autres engagements annoncés, figure le renforcement de la formation. L'Université des Comores est appelée à développer des formations spécialisées dans les métiers du

nucléaire civil. Le gouvernement entend également faire des ports et des aéroports les premiers points de vigilance du dispositif national.

À la clôture de l'atelier, le ministre a appelé les cadres nationaux à transformer les recommandations formulées durant les cinq jours de travaux en actions concrètes. L'enjeu est désormais de passer de la planification à la mise en œuvre effective de l'architecture nationale de détection et de sûreté nucléaire.

Ibnou M. Abdou

HACKATHON WAMANGA WA KOMOR :

La première phase retient 10 projets innovants

Une cérémonie de clôture de la première édition de Hackathon Wamanga wa Komor a été organisée au Retaj le 6 août dernier. Une édition qui a révélé 10 candidats finalistes qui seront financés entre 1 500 et 5 000 euros afin de soutenir le développement de leurs projets innovants au service de l'économie verte et bleue dans le pays.

Le Hackathon Wamanga Wa Komor est une initiative destinée à stimuler l'entrepreneuriat innovant dans les secteurs de l'économie verte et bleue. Il est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par Expertise France en partenariat avec le ministère des affaires étrangères. Ce programme est lancé en avril 2026 par l'incubateur Comor'Lab / ACTIC à travers un appel national à candidatures. Le Hackathon a suscité un engouement auprès de la jeunesse comorienne. Selon un document fourni à la presse : « Au lancement du programme 100 jeunes ont été sélectionnés et ont bénéficié d'un parcours de formation aux bases de l'entrepreneuriat comprenant des modules dédiés à l'innovation, à la modélisation économique et au développement

de projets. Cette première phase a retenu 10 candidats finalistes. Ces derniers ont poursuivi un accompagnement intensif à travers un Hackathon – coaching personnalisé de 48H et de préparation au pitch, avant de défendre leurs projets devant un jury composé d'experts du secteur public et privé. »

Lors de la clôture de l'édition jeudi dernier, les 10 candidats finalistes révélés seront récompensés par des dotations financières comprises entre 1 500 et 5 000 euros, destinées à soutenir le développement de leurs solutions au cours de leur parcours d'incubation à Comor'Lab. Les candidats bénéficieront en plus « d'un accompagnement technique personnalisé, comprenant un suivi stratégique, un appui au développement de leur modèle économique et un renforcement de leurs capacités afin de favoriser la concrétisation et la pérennisation de leurs projets. »

Présent à la cérémonie, Pavlos Evangelidis le chargé d'affaires du bureau de l'Union européenne aux Comores a déclaré à la presse : « Nous clôturons le Hackathon sous le projet Wamanga wa Komor financé par l'UE à 4 millions d'euros et mise en œuvre par expertise



France et qui vise à structurer les transferts des fonds de la diaspora comorienne. Ces transferts sont significatifs presque 20% du PIB de la richesse du pays et plus de 50% du budget de l'État. Alors il faut faire en sorte que ces transferts soient productifs à l'économie

nationale pour construire ensemble les Comores de demain. » Pour lui, les jeunes comoriens ont du talent à développer des solutions innovantes répondant aux enjeux du développement durable. Le programme veut les appuyer sur des projets axés à l'économie verte et bleue il

veut également contribuer à promouvoir une croissance plus durable, inclusive et créatrice d'emplois, tout en valorisant les ressources naturelles des Comores.

Kamal Gamal

MESSAGE DE REMERCIEMENT

Évacuation sanitaire de l'enfant Tamim Mohamed Rachad, âgé d'un an

Un souffle d'espoir et une victoire collective. La mobilisation prouve une fois de plus la force de la solidarité humaine !

C'est avec une profonde

émotion et un grand soulagement que l'association HUMANI-COM annonce l'évacuation sanitaire réussie du petit Tamim Mohamed Rachad, âgé d'un an,

originaire de Mbéni – Hamahamet à l'île voisine de la Réunion pour recevoir des soins médicaux.

Face à l'urgence de sa situation médicale, une chaîne de solidarité exceptionnelle s'est rapidement mise en place pour rendre ce voyage et sa prise en charge possibles.

Une immense gratitude envers nos partenaires.

L'aboutissement de cette mission humanitaire est le fruit d'un effort collectif remarquable. L'association HUMANI-COM tient à exprimer ses plus sincères remerciements :

* À notre Présidente

d'Honneur, Madame Kamaria AOIDI : Pour son soutien actif constant, sa diplomatie et son engagement sans faille à nos côtés surtout dans les moments les plus critiques.

* À nos généreux donateurs : Particuliers, entreprises et partenaires, votre élan de générosité et vos contributions financières ont permis de réunir les fonds nécessaires en un temps record. Grâce à votre altruisme, les enfants ont aujourd'hui une chance de survivre.

* Aux partenaires nationaux, internationaux et les membres du bureau et aux bénévoles : Pour leur dévouement, leur tra-

vail d'équipe acharné, et la gestion logistique et administrative complexe qu'implique une telle opération.

Ensemble on va de l'avant. Merci du fond du cœur à toutes celles et ceux qui contribuent à nos actions.

Restons unis dans nos pensées et nos prières pour le rétablissement de l'enfant Tamim Mohamed Rachad.

Madame Sitti Hadidja SAID CHARIF Ep. DJALIM Abdallah (Secrétaire Générale, HUMANI-COM)



DARADJA FESTIVAL 2ÈME ÉDITION :

Cheikh MC : "Nous ambitionnons d'organiser un show digne des grands festivals"

Un an après une première édition plébiscitée par la jeunesse, le Daradja Festival fait son grand retour. Porté par Watwaniya Production, label pionnier fondé par Cheikh MC qui célèbre ses 20 ans dans un environnement culturel encore peu structuré, l'événement revient avec une ambition décuplée : réunir l'archipel autour de la musique urbaine et offrir un spectacle aux standards internationaux. Entièrement en entrée libre, il mise cette année sur une représentativité totale des quatre îles, incarnée par quatre têtes d'affiche au sommet de leur art : Zily Officiel, Goulam, Says'z et Zoubs. Entre stratégie artistique, défis logistiques et vision d'industrialisation de la culture comorienne, Cheikh MC se confie à La Gazette des Comores. Interview.

Question : Le Daradja Festival est de retour pour une 2e édition. Qu'est-ce qui a motivé ce retour et qu'est-ce qui change concrètement par rapport à la première édition, en termes d'ambition, de production et d'impact ?

Cheikh MC : La réussite de la première édition a motivé ce retour, nous avons eu envie de revenir réunir la jeunesse de l'archipel autour de la culture, autour de la musique

urbaine. Pour la présente édition, nous avons beaucoup misé sur la représentativité de toutes les îles de l'archipel. Vous remarquerez que chaque île est représentée par l'artiste qui fait actuellement sa fierté dans la musique urbaine au-delà des frontières. Nous ambitionnons d'organiser un show digne des grands festivals et pour ce faire nous avons mis tous les moyens professionnels à notre disposition et sommes très soutenus par le gouvernement.

Question : Vous avez créé le buzz avec la campagne "Qui se cache derrière le masque ?". Vous dévoilez finalement en têtes d'affiche Zily Officiel, Goulam, Says'z et Zoubs. Est-ce un choix délibéré pour représenter les quatre îles de l'archipel ? Et sachant que certains d'entre eux étaient déjà présents lors de la première édition, pourquoi avoir choisi de les reconduire plutôt que de miser sur de nouveaux artistes ?

CMC : Nous avons surtout reconduit des artistes qui ont su rester constants, prolifiques et toujours en vue. Zily a par exemple fait un concert d'exception au Casino de Paris en mai dernier, Says'z fera la Cigale en septembre, Goulam tout comme Zoubs sont sollicités

partout au pays comme à l'international. Tous ces artistes ont chacun au moins une chanson tendance pendant cette période, le duo Says'z et Goulam ont "sevevsa", Zily avec "chéri ngizi" et Zoubs a toujours un hit très écouté.

Question : Comment arrivez-vous à organiser un événement musical d'une telle ampleur en entrée libre, et quels sont les plus grands défis logistiques que Watwaniya Production doit relever ?

CMC : C'est peut-être un peu naïf mais c'est la passion qui fait notre moteur. Nous avons très peu de moyens mais de grandes ambitions. Nous voulons préparer le public musical de l'archipel à consommer de la musique donc la rentabilité n'est pas notre premier objectif. Le secrétariat général du gouvernement accompagne notre projet comme dans la première édition. Ce qui nous permet de surmonter même difficilement les défis logistiques qui relèvent souvent du manque d'infrastructures et de matériels dédiés aux grands événements culturels du pays.

Question : Est-ce que vous voulez en faire une plateforme de référence pour professionnaliser et exporter la scène musi-



cale comorienne ?

CMC : Au-delà du festival, la vision Watwaniya est, bien sûr, la professionnalisation de la scène musicale mais surtout nous voulons être un acteur important pour industrialiser la culture et la création. Sans une industrialisation du secteur, Watwaniya n'existera pas dans le long terme même si nous avons tenu 20 ans dans un environnement non structuré mais il faut que cela change.

Propos recueillis par Hamdi Abdillahi Rahilie

PATRIMOINE CULTUREL :

Les écoliers à la découverte de la médina d'Iconi

Plus d'une dizaine d'enfants de moins de 10 ans ont participé, samedi 8 août dernier, à une visite touristique et pédagogique au cœur de la médina d'Iconi, récemment inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO. Les écoliers de l'établissement privé La Maison des Enfants, venus de la diaspora et de Ngazidja, ont pris part à cette immersion destinée à leur faire découvrir l'histoire et le patrimoine de la ville.

L'ascension du Djabal-Djivani s'est notamment faite en compagnie de Chahidati Soilihi, adjointe au maire de Marseille. Organisée pour les élèves de La Maison des Enfants, cette

visite avait pour objectif de faire découvrir aux enfants la ville historique d'Iconi et de donner vie à son classement au patrimoine mondial de l'UNESCO, porté notamment par Mohamed Bajrafil et son équipe. Loin d'être de simples spectateurs, les écoliers ont participé activement à l'ensemble du parcours. La journée a débuté au Djabal-Djivani, la montagne qui surplombe Iconi, où l'agriculture reste pratiquée. Munis de carnets, les enfants ont interrogé leurs guides, écouté les récits historiques et partagé leurs découvertes. La visite s'est ensuite poursuivie au cœur de la médina, avec la découverte des lacs, du palais Kaphviri Djéwé et d'autres sites patrimoniaux qui contribuent à l'identité histo-

rique et culturelle d'Iconi.

Parmi les participants, une fillette s'est particulièrement distinguée. Naymar Adinane Youssouf est parvenue à atteindre la falaise du Djabal sous les encouragements de ses camarades. À l'issue de la visite, elle a témoigné avec fierté de son expérience et de ce qu'elle avait retenu de cette immersion, notamment l'histoire d'un roi qui aurait régné sur Iconi à seulement 17 ans avant d'être chassé de son trône. Une manière pour ces enfants de transformer leurs vacances en un moment d'apprentissage, de découverte et de fierté de leurs origines. Pour Chahidati Soilihi, présente à Iconi à cette occasion, cette expérience illustre pleinement le sens de

l'inscription des médinas comoriennes au patrimoine mondial de l'UNESCO. « Être ici aujourd'hui après la reconnaissance des médinas est une grande fierté », a-t-elle déclaré, estimant que cette inscription constitue une reconnaissance de l'histoire, du patrimoine et de la richesse culturelle de l'archipel. À ses yeux, cette reconnaissance représente également une victoire culturelle susceptible de renforcer le rayonnement des Comores à l'international.

L'élue marseillaise d'origine comorienne a également tenu à manifester, par sa présence auprès des enfants de La Maison des Enfants, la solidarité de ce qu'elle présente comme la « cinquième île comorienne », Marseille. Elle rappelle que plus de 10% de la population marseillaise serait d'origine comorienne, faisant de la diaspora un acteur important dans la transmission et la valorisation de cette histoire. Chahidati Soilihi établit d'ailleurs un parallèle entre ses deux villes de cœur. « Marseille est une ville qui ressemble à Iconi », affirme-t-elle, évoquant deux villes « rebelles, cosmopolites et accueillantes », toutes deux tournées vers la mer. « On a les Calanques, vous avez le Djabal », ajoute-t-elle. Selon elle, ces similitudes pourraient constituer un point de départ pour un rapprochement concret entre les deux municipalités.

Après s'être entretenue avec l'ambassadeur Mohamed Bajrafil, elle estime que l'inscription au

patrimoine mondial pourrait générer des retombées sociales, économiques et culturelles. Elle souligne notamment les possibilités de mieux faire connaître les Comores et Iconi, de valoriser le patrimoine, de soutenir les initiatives locales, de créer des emplois et d'offrir de nouvelles perspectives à la jeunesse. Elle défend ainsi une conception d'un patrimoine vivant. « Il ne doit pas être seulement une mémoire du passé, mais doit être transmis et devenir une opportunité pour les générations futures », insiste-t-elle. Une philosophie que cette visite a concrètement illustrée à travers la participation des écoliers, invités à découvrir leur histoire tout en s'appropriant leur patrimoine.

La journée s'est achevée dans une ambiance festive avec des danses et des chants traditionnels, suivis d'une balade autour du lac et d'un pique-nique partagé avec les familles. Pour la suite, l'adjointe au maire de Marseille annonce vouloir poursuivre les échanges avec les acteurs d'Iconi et d'autres villes comoriennes. Elle porte, avec Mohamed Bajrafil et Nassurdine Haidari, l'idée d'une « autoroute culturelle » ainsi que le projet d'une Maison des Comores à Marseille. Ce lieu passerelle viserait à mieux faire connaître l'histoire et la culture comoriennes et à renforcer les liens entre les deux rives.

El-Aniou Fatima



VOLLEY-BALL

Douche froide pour la délégation comorienne

La délégation comorienne engagée au Championnat des nations de volleyball à Madagascar enchaîne les défaites. Après une première déconvenue contre avoir vient de subir un nouveau coup d'arrêt. Après une première défaite, les Comores ont enregistré un deuxième revers consécutif dans la compétition, en s'inclinant lourdement trois sets à zéro face à leur adversaire du jour.

Cette nouvelle contre-performance constitue une véritable douche froide pour une délégation qui nourrissait de réels espoirs avant le début de la compétition. L'ambition affichée était de profiter de ce rendez-vous régional pour démontrer les progrès réalisés ces dernières années et permettre aux jeunes volleyeurs comoriens de se mesurer à des équipes plus expérimentées. Mais la réalité du terrain s'est révélée beaucoup plus exigeante. « Les Comores ont enregistré une deuxième défaite consécutive au Championnat des nations de volleyball disputé à Madagascar. Opposée à son adversaire du jour, la sélection nationale s'est inclinée en trois sets à zéro. » Ce deuxième revers avec un seul set remporté met en évidence l'écart qui sépare encore la sélection comorienne du haut niveau régional. Face à des formations mieux préparées, plus aguerries et disposant

d'une expérience internationale plus importante, les Comores mesurent aujourd'hui le chemin qui reste à parcourir. Pour autant, cette participation ne doit pas être considérée comme un échec définitif. Au contraire, elle constitue une étape importante dans l'apprentissage d'une équipe en construction. Les confrontations de ce niveau permettent aux joueurs et à l'encadrement d'identifier les lacunes, mais également de mesurer les progrès nécessaires pour rivaliser davantage avec les meilleures sélections de la région. « Malgré ce nouveau revers, tout reste encore possible dans cette compétition. Les prochaines rencontres pourraient permettre aux Comores de redresser la barre et d'améliorer leur classement si elles parviennent à enchaîner de bons résultats », avait annoncé la fédération dans une de ses publications. Les prochaines rencontres seront donc particulièrement importantes, surtout qu'elles concerneront le beach-volley où nous avons une paire particulièrement compétitive. Cette compétition a débuté hier dimanche, elle devra permettre aux Comores de retrouver de la confiance, de gagner en expérience et, surtout, de montrer une autre image dans la suite du tournoi. Au-delà des résultats immédiats, cette campagne doit également être envisagée dans



une perspective plus large. Les Jeux des Îles de l'océan Indien de 2027 constituent déjà un objectif majeur pour le sport comorien. Cette génération de volleyeurs dispose ainsi d'une année supplémentaire pour progresser, accumuler de l'expérience et se rapprocher des exigences du niveau régional. Certains éléments présents à Madagascar pourraient, à terme, intégrer le groupe appelé à défendre les couleurs des Comores lors des Jeux des Îles 2027.

Encore faut-il leur offrir les conditions nécessaires pour poursuivre leur progression : davantage de compétitions internationales, des stages réguliers, un encadrement technique renforcé et une préparation adaptée aux exigences du haut niveau. La déception est donc réelle, mais elle ne doit pas masquer l'essentiel : l'équipe est en phase d'apprentissage. Les résultats de Madagascar doivent servir de leçon et de point de départ pour construire

une sélection plus compétitive. Car si les ambitions étaient grandes avant le début de la compétition, la réalité du terrain rappelle une évidence : pour atteindre le niveau des meilleures nations de la région, le volleyball comorien devra accélérer son développement. Les Jeux des Îles 2027 pourraient être l'occasion de mesurer les premiers fruits de ce travail.

Imtiyaz

JUDO :

Toiybou Manrouf, le judo dans le sang

Athlète de haut niveau dans le passé, plus particulièrement dans sa discipline de prédilection, le judo, Toiybou rêve de faire du judo l'une des disciplines phares du sport comoriens. International comorien, dirigeant de club, membre actif de la Fédération Comorienne de Judo dans le passé, il déplore l'état actuel du judo comorien, qu'il l'a qualifié de discipline en mort cérébrale.

Pour remédier à cet état de fait imposé par les dirigeants actuels de la Fédération de Judo, il revient avec un projet ambitieux d'ouvrir une sorte de centre pour ne pas dire une école pour éduquer, former et attirer des nouveaux passionnés de la discipline. « Tout ce que j'ai aujourd'hui, je l'ai eu grâce au sport et le judo en particulier. C'est pourquoi je mettrai tous

les moyens en ma possession pour permettre à nos petits frères d'avoir la chance de s'en sortir et d'aller un peu plus loin que ce que nous, nous avons pu bénéficier » a-t-il avancé lors d'une conférence de presse de présentation de sa structure. En lançant cette initiative, l'ancien champion entend redonner au judo comorien ses lettres de noblesse tout en offrant un véritable cadre

d'apprentissage aux jeunes. Au-delà de la pratique sportive, ce projet se veut un espace de transmission des valeurs de discipline, de respect et de persévérance qui caractérisent cet art martial. Pour son promoteur, investir dans la jeunesse est le meilleur moyen d'assurer la relève et de bâtir un avenir plus prometteur pour le judo national. Reste désormais à mobiliser les partenaires et les bonnes volontés afin que cette vision puisse se concrétiser et permettre à une nouvelle génération de judokas de rêver, de progresser et, pourquoi pas, de porter un jour haut les couleurs des Comores sur la scène internationale. Lors de cette rencontre avec la presse, l'ancien athlète a pointé du doigt l'état déplorable du judo comorien depuis 18 ans. « Cela fait 18 ans que le judo comorien est pris en otage par une seule personne avec le soutien malheureusement du ministère de la jeunesse et des sports et du Comité olympique et sportif des îles Comores », a-t-il regretté en substance. Et pour illustrer cet état lamentable du judo comorien, il a mis en avant l'absence de compétitions majeures depuis

bientôt quatre ans. « Comment vous pouvez expliquer l'absence d'un championnat national depuis quatre ans, alors qu'ici on nous dit que l'objectif est de préparer les athlètes pour les prochains jeux des îles dans le pays. » Pour l'ancien judoka, la relance de cette discipline passe avant tout par une réforme profonde de sa gouvernance et un retour à une gestion plus transparente et inclusive. Il estime qu'il est urgent de remettre les athlètes au cœur des priorités et de rétablir un calendrier régulier de compétitions afin de redonner confiance aux clubs et aux pratiquants. À l'approche des Jeux des Îles de l'océan Indien de 2027, il appelle les autorités sportives à prendre leurs responsabilités pour éviter que le judo comorien ne manque une nouvelle occasion de se reconstruire. Son plaidoyer se veut avant tout un appel à l'unité et à l'action, dans l'intérêt exclusif du développement de la discipline et de la jeunesse comorienne.

Imtiyaz



AVANT-DERNIER VIRAGE VERS LA COP17

Plaidoyer pour sauver les ambitions d’une biodiversité menacée

À quelques semaines de la COP17 de la Convention sur la diversité biologique, prévue à Erevan en Arménie, la septième réunion de l’Organe subsidiaire chargé de la mise en œuvre (SBI 7) marque une étape décisive dans l’application du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal.

Au fil des négociations, un constat s’impose. En effet, si les ambitions sont largement partagées, leur concrétisation reste freinée par un déficit de financement, des capacités limitées et un accès encore insuffisant aux technologies. Les travaux ont progressivement évolué d’un examen général de l’état d’avancement vers des négociations beaucoup plus techniques portant sur la planification, le suivi, la mobilisation des ressources, les informations de séquences numériques (DSI), le renforcement des capacités, l’intégration de la biodiversité dans les politiques sectorielles et les mécanismes financiers.

Dans ces discussions, les Petits États insulaires en développement (PEID) et les pays africains défendent une ligne commune fondée sur le principe des responsabilités communes mais différenciées. Pour ces pays, l’examen mondial confirme que les objectifs fixés pour 2030 ne pourront être atteints sans un changement profond des moyens de mise en œuvre. Ils insistent sur la nécessité de garantir des financements nouveaux, prévisibles et facilement accessibles, ainsi que sur le transfert effectif des technologies et le renforcement durable des capacités nationales. Les délégations africaines rappellent que la biodiversité constitue un levier essentiel de développement économique, de sécurité alimentaire et de résilience climatique. Elles dénoncent la diminution des financements internationaux, l’alourdissement de la dette et la complexité des mécanismes d’accès aux ressources, qui limitent considérablement les efforts de conservation dans les pays en développement.

Les PEID, particulièrement vulnérables aux effets combinés du changement climatique et de l’érosion de la biodiversité, accordent également une importance majeure aux discussions sur les informations de séquences numériques des ressources génétiques (DSI). Ils soutiennent un Fonds Cali solidement financé, capable d’assurer un partage juste et équitable des bénéfices issus de l’utilisation des ressources génétiques numériques. Pour ces États insulaires, les avantages ne doivent pas se limiter aux ressources financières, mais inclure également la recherche scientifique, le transfert de technologies et la coopération technique. Au cours des derniers jours de négociations, les débats se sont concentrés sur la répartition des responsabilités financières. Pour les pays africains et les PEID, les pays développés doivent honorer leurs engagements en soutenant davantage les pays en développement, tandis que certains partenaires proposent d’élargir la base des contributeurs. Cette divergence demeure l’un



des principaux points de négociation avant Erevan. Au-delà des aspects financiers, les délégations africaines et insulaires plaident pour une gouvernance plus inclusive, associant les femmes, les jeunes, les peuples autochtones, les communautés locales ainsi que les gouvernements infranationaux à la mise en œuvre du Cadre mondial. Pour ces pays, la réussite de la COP17 dépendra moins de nouvelles promesses que de la capacité de la communauté internationale à transformer les engagements politiques en actions concrètes et mesurables. Le SBI 7 apparaît ainsi comme le véritable laboratoire des décisions qui façonneront la gouvernance mondiale de la biodiversité pour les prochaines années.

Mmagaza

HABARI ZA UDUNGA

Entre le pouvoir de l’honneur et l’honneur du pouvoir

Dans nos îles de la lune, nous excellons dans l’art de cultiver le superflu. Il y a quelque chose d’insaisissable dans notre manière de vivre, dans certains de nos comportements et surtout dans les paroles que nous débitons à toute heure du jour et de la nuit. A tel point qu’une grande partie de notre jeunesse a commencé à perdre les repères de notre société de plus en plus déboussolée.

Dans un livre tiré de sa thèse en anthropologie : « Le pouvoir de l’honneur », l’ancien ambassadeur de l’Union des Comores à Genève a fait une analyse pertinente des rapports sociaux à Ngazidja sous le prisme du grand mariage que d’aucuns appellent le Grand Mirage vu les déconvenues et les désillusions qui l’accompagnent le plus souvent. Dans la même lignée, il serait intéressant qu’un jour, nos sociologues, ethnologues et autres politologues sous les cocotiers se penchent sérieusement sur la question du Pouvoir à Ngazidja et essayent d’analyser où se situent les blocages, qui font que nous nous complaisons dans cette situation qui en apparence, nous donne l’impression d’avancer alors que nous faisons du sur place. Situation à l’image du ‘Djaliko’ cette danse où l’on fait un pas en avant et deux pas en arrière.

C’est principalement dans l’île de Ngazidja où l’on se refuse obstinément à s’atteler au moindre

changement dans les rapports sociaux, dans la mesure où la lutte pour la question du Pouvoir demeure toujours une fin en soi. Aussi, loin de nous offrir, une tribune pour annoncer des idées novatrices, des propositions concrètes, les débats actuels sont devenus un champ où les uns et les autres jouent aux effets de manche et autres slogans à l’emporte-pièce. Cependant on peut dire que nos compatriotes assez de jugement pour reconnaître le bon grain

de l’ivraie. En effet, beaucoup refusent de s’enfermer dans des carcans et ont les yeux ouverts, c’est une des données du moment. Tenons-leur un discours responsable loin des formules toutes faites et autres discours de circonstance. Il est donc impératif d’essayer de préconiser des solutions terre à terre dès à présent, sauf si nous voulons que, dans quinze ans ou vingt ans, nous retrouvons sur la même ligne de départ. Nous pouvons, cependant espérer, qu’un

jour - un éclair de lucidité nous aidera à voir dans quelle galère nous nous sommes embarqués et voir dans quelle mesure nous devons essayer de trouver des solutions capables de remédier aux maux qui gangrènent les îles de la lune. A moins que l’honneur du pouvoir ne soit plus fort que toute autre considération ? Il ne s’agit pas de jouer chaque fois les âmes courroucées face à l’adversité mais d’agir comme citoyen, tout

simplement. Il faudrait que l’ensemble de la société prenne conscience de ce qui fait son fondement et examine les principes et les valeurs de base qui la soutient. Entre l’honneur du Pouvoir et le Pouvoir de l’honneur, le cœur de nos compatriotes balancent. Et si, nous choisissons l’Honneur de servir le pays, tout simplement !

Mmagaza

DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP_KM, P177816), DON IDA E1830-KM /TF0C1418-KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERETS

Objet : RECRUTEMENT D'UN (E) CONSULTANT (E) INDIVIDUEL (LE) SPECIALISTE EN CHAINES DE VALEURS POUR LE PROJET RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES (FSRP-KM).

Le Gouvernement de l'Union des Comores, à travers le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Artisanat, met en œuvre le Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires aux Comores (FSRP-KM) financé par la Banque mondiale.

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires (FSRP), la Coordination nationale lance un Appel à

Manifestation d'Intérêt (AMI) en vue du recrutement d'un(e) Responsable en Chaînes de Valeur Agricole, chargé(e) de contribuer à la planification, à la coordination et au suivi des activités visant le développement et le renforcement des chaînes de valeur agricoles en Union des Comores.

Pour avoir plus d'informations sur l'Appel à Manifestations d'intérêts ou pour télécharger les Termes de Références, veuillez consulter notre site internet à partir

de ce lien : <https://fsrp-km.org/appele-doffre/>

La date limite de soumission est fixée au **21 / 08 / 2026 à 12h00.**

Pour postuler, envoyer le dossier de candidature par mail à l'adresse suivante : projetsfsrp@gmail.com ;

Ou physiquement au siège du FSRP_KM, sis au Ministère de l'Agriculture à Mdé – Ex Cefader.

Lancé, le 07 Aout 2026